



Revue de presse



Lundi 07 aout 2023

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE FAIT SON BILAN : « 70 à 75% de mes engagements sont réalisés ».



Dans sa rencontre périodique avec les représentants des médias nationaux, qui a été diffusée, samedi soir, sur les chaînes de télévision et de radio nationales, le président

Abdelmadjid Tebboune a évoqué plusieurs questions nationales, régionales et internationales.

Le chef de l'État a affirmé, à l'occasion, qu'environ 75% de ses 54 engagements portés dans son programme électoral lors de l'élection présidentielle de 2019 qu'il avait remportée face à ses concurrents, avaient été réalisés sur le terrain, en attendant l'exécution des engagements restants, indiquant avoir réussi, dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle, à renforcer la souveraineté de l'État pour défendre les intérêts du citoyen.

Un défenseur de la classe moyenne.

À propos du soutien et de la préservation du pouvoir d'achat des Algériens, le président Tebboune, a estimé que la classe moyenne est la base stabilisatrice du pays d'où la nécessité de défendre ses intérêts, tout en réaffirmant l'engagement de l'État à œuvrer à satisfaire les revendications sociales de ses citoyens avec ses propres moyens. À ce propos, le Président s'est dit satisfait des mesures prises pour protéger le pouvoir d'achat des Algériens, lesquelles restent tout de même « insuffisantes », réitérant, par la même occasion, son engagement à ce que l'augmentation des salaires atteigne un taux de « 47% à 50% d'ici 2024 ». Il a rappelé, dans ce registre, les mesures prises depuis 2021 au profit des travailleurs et des personnes à faible revenu, indiquant que l'Algérie avait franchi un pas qualitatif en matière de développement et de préservation du caractère social de l'État.

La spéculation, œuvre de la Issaba.

S'agissant justement de la spéculation qui porte atteinte aux petites bourses, créant des pénuries et par conséquent des tensions sociales, le président Tebboune, a indiqué que les résidus de la Issaba (bande), tentaient, toujours, de semer l'anarchie au sein de la société à travers la spéculation délibérée sur les prix. « Les résidus de la Issaba disposent, aujourd'hui, de fonds colossaux et ont même tenté d'acheter les consciences », a déclaré le président de la République, assurant ne pas exclure que « certaines personnes sont soutenues par des membres de cette Issaba, qui cherchent à semer l'anarchie et l'instabilité dans le pays, en spéculant sur les prix des produits alimentaires et en portant atteinte au pouvoir d'achat des citoyens ».

« Celui qui a volé doit payer, c'est aussi une question morale »

Pour contrer les complots ourdis de cette Issaba, le président Tebboune a appelé les Algériens à défendre l'unité nationale, mettant en garde contre « les oiseaux de mauvais augure » qui vouent une haine à l'Algérie et qui prédisaient une explosion de la situation en Algérie. Dans ce cadre, le président de la République a insisté sur l'impératif de moraliser la vie publique de la société, ce qui a déjà été fait à travers la révision de toutes les lois et le

châtiment de toute personne portant atteinte aux constantes nationales. S'agissant des appels émanant de certains partis politiques appelant à la libération des personnes impliquées dans des affaires de dilapidation et de détournement de deniers publics vers l'étranger si elles coopèrent pour leur récupération, le chef de l'Etat est catégorique sur cette question, assurant que « celui qui a volé doit payer » car, pour le Président, au-delà de l'aspect financier lié à ces affaires de corruption, il s'agit aussi d'une question morale. Sur les activités des résidus de cette bande qui cherchaient à revenir aux commandes notamment à travers l'Assemblée nationale, le président Tebboune, a fait savoir, que les investigations menées dans le cadre des dernières élections des assemblées élues, notamment l'Assemblée populaire nationale (APN), avaient révélé « la tentative de la Issaba (bande) de présenter 750 candidats corrompus pour accéder au Parlement ».

Révision prochaine de la loi sur les partis politiques

Évoquant ses rapports et ses projets pour les partis politiques, le chef de l'État a annoncé la révision prochaine de la loi relative aux partis politiques, soulignant que les partis « sont libres de tracer leurs propres programmes politiques, mais doivent avoir pour dénominateur commun, l'unité nationale et la Déclaration du 1er Novembre, qui appelle à l'édification d'un Etat démocratique et social ». « Tout ce qui est de nature à renforcer le front intérieur et qui relève de la ligne nationale est le bienvenu » a-t-il soutenu, appelant, dans ce cadre, les partis politiques à « en finir avec les vieilles méthodes » dans l'activité partisane pour se focaliser sur « l'action efficace reposant sur la mobilisation des militants dans la rue, qui, depuis le Hirak authentique et béni, ne saurait être déviée de sa trajectoire ».

L'anglais, langue des chiffres et des sciences

En réaction à certaines voix émanant de certains partis politiques qui critiquent l'apprentissage de l'anglais à partir du cycle primaire, estimant qu'il s'agit d'une précipitation, le chef de l'État a rappelé que cette question s'est toujours posée, et qu'il ne s'agit nullement d'une précipitation ; mais d'un choix pour rester au diapason avec l'évolution qui s'opère à travers le monde. « Nous voulons aller vers les startups et s'ouvrir au monde. C'est l'anglais qui domine car elle reste la langue des chiffres et des sciences », a-t-il dit, à ce sujet, rappelant, par la même, que les parents d'élèves n'ont émis aucune réserve sur cette question.

CE QUI EST ATTENDU D'UNE VISITE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE EN FRANCE : Des résultats tangibles.



Comparativement aux succès qui ont couronné les récentes visites du président Abdelmadjid Tebboune en Russie, au Qatar, en Chine, en Turquie, en Italie et au Portugal, la barre est placée bien haut quant aux attentes algériennes de sa visite d'État prévue en France.

Dans l'entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir, le président Tebboune a estimé que cette visite d'État en France doit être couronnée de « résultats tangibles » et non « une simple visite touristique ». « Pour la France, je n'irai pas pour défiler sur les Champs-Élysées avec la Garde républicaine. J'irai pour renforcer les relations entre les deux pays, ouvrir de nouvelles pages et fermer d'autres anciennes, et non pas pour annuler ceci ou cela », a-t-il déclaré. Le président Tebboune a précisé que « cette visite n'a pas été annulée. Nous attendons le programme de la visite de la part de la présidence française ». Le président Tebboune a parlé des visites officielles effectuées récemment dans plusieurs pays amis, dont la République populaire de Chine, qu'il a qualifiée de « pays fiable ». Il a fait savoir que le président chinois, Xi Jinping avait affiché sa confiance quant à la nouvelle orientation adoptée par l'Algérie. À propos de l'adhésion de l'Algérie au groupe des BRICS, le président Tebboune a affirmé que la Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil y étaient favorables.

Gare à l'effusion de sang au Niger
Concernant la situation au Niger, contrairement à certains pays de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) et aux pays européens, comme la France, qui estiment crédible leur démarche guerrière, et lui apportent leur appui, l'Algérie a exprimé et réitéré à chaque occasion son rejet total et catégorique de toute intervention militaire dans ce pays. L'Algérie ne veut pas voir une goutte de sang couler. Cette position a été confirmée par le président Tebboune lors de l'entrevue

périodique avec les responsables de médias nationaux. En même temps, « l'Algérie est pour le retour à la légitimité constitutionnelle au Niger », a également confirmé le président Tebboune qui a fait savoir que notre pays est prêt à aider les Nigériens dans la mesure du possible, s'ils en expriment le besoin, pour resserrer leurs rangs ». Le président Tebboune a surtout mis en garde contre toute intervention militaire qui ne ferait qu'exacerber la situation, à l'image de ce qui s'est passé en Libye et en Syrie, où « des problèmes persistent et les situations sont de plus en plus complexes ». On sait que les nouvelles autorités nigériennes ont averti que « toute agression ou tentative d'agression contre l'État du Niger verra une riposte immédiate et sans préavis des Forces de défense et de sécurité nigériennes sur un de ses membres, à l'exception des pays amis suspendus », en sous-entendant par pays amis le Burkina Faso et le Mali. C'est à juste titre que le président Tebboune a souligné que ce qui se passe dans ce pays menaçait directement la sécurité dans la région, et que l'Algérie exprimait « son rejet total et catégorique de toute intervention militaire qui n'a jamais réglé aucun problème ». « Aucune solution n'est envisageable au Niger sans la participation de l'Algérie, car concernée par ce qui se passe dans ce pays voisin », a-t-il martelé, affichant « la disposition de l'Algérie à aider les Nigériens à rétablir la légitimité constitutionnelle ».

Forte de son armée, l'Algérie capable d'assurer sa sécurité

En réponse à une question sur la situation embrasée le long des frontières sud de l'Algérie, le président Tebboune a affirmé que « l'Algérie est capable de faire face à cette situation grave, forte de son Armée puissante, qui est aux aguets de quiconque s'approcherait de ses frontières », rappelant le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, adopté par l'Algérie. Pour rappel, les nouvelles autorités nigériennes ont dénoncé le 4 août plusieurs accords conclus avec la France dans le domaine de la sécurité et de la défense. Paris a ainsi 30 jours pour évacuer ses militaires. Le site russe Sputnik rappelle que la France a déjà rapatrié 577 de ses ressortissants le 1er et le 2 août et qu'à l'heure actuelle, elle compte 1 500 soldats déployés au Niger dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Niamey a déjà suspendu la diffusion au Niger de RFI et de France 24. Quant à l'ultimatum de la CEDEAO, il a expiré hier.



LA CHINE A DONNÉ SON ACCORD À L'ALGÉRIE POUR SA RÉALISATION : Mégaprojet ferroviaire de 6000 kilomètres.

Les grandes ambitions d'intensifier le réseau ferroviaire du pays ne datent pas d'aujourd'hui, les pouvoirs publics ont depuis plusieurs mois alloué des capacités financières importantes afin de le moderniser et soutenir les moyens de transport de voyageurs et de marchandises, à moindre coût, ce secteur représentant en outre un trait d'union entre l'Algérie et divers pays.

Désengorgement du trafic dans de nombreuses villes et gain de temps, création d'emplois et de richesses, protection de l'environnement et réduction de l'impact environnemental, l'implantation de pôles industriels et revitalisation du secteur touristique et agricole, sont autant de bénéfices que l'Algérie compte s'octroyer dans un avenir proche. Faisant le point sur les mesures prises par le secteur dans le cadre de la concrétisation de ses engagements, visant à améliorer la mobilité et la logistique et à contribuer efficacement à l'équilibre régional et au développement économique, le président Tebboune a indiqué samedi, au cours de son entrevue périodique avec la presse nationale, que le renforcement du transport ferroviaire constituait le « meilleur garant de développement » dans le pays, notamment « pour les régions du Sud ». Alors que l'objectif initial est de porter la longueur du réseau national à 15 000 km, à moyen terme, cette stratégie repose, certes, sur la modernisation des lignes existantes, mais également sur la création de nouvelles lignes. À ce titre, l'expertise chinoise sera déterminante, comme l'a indiqué le chef de l'Etat. « Nos amis chinois ont donné leur accord pour ce projet qui s'étendra sur environ 6.000 km, à travers une étude commune, avant de lancer les travaux », a annoncé Tebboune, sans exclure que l'expérience chinoise en la matière « est à saluer ». Alors que l'extension des voies ferroviaires permettra de relier les ports, les zones industrielles et les grands projets structurants, selon la vision du président de la République, « de tels projets sont de nature à consolider l'unité et l'intégrité nationales, et promouvoir l'investissement dans les régions les plus éloignées du pays », cela, en citant comme exemple « la ligne ferroviaire qui arrivera jusqu'à Tamanrasset », laquelle « facilitera l'exploitation des mines, stimulera le commerce et créera une dynamique économique au bénéfice des citoyens ». Poursuivant sa plaidoirie, Abdelmadjid Tebboune a mis en lumière certains enjeux déterminants dans l'accélération de ces projets ferroviaires, dont « le transport du phosphate vers le port d'Annaba (280 km) », auquel l'Etat a accordé « une priorité absolue ». À ce propos, Tebboune a évoqué l'objectif de « relier la mine de Gara Djebilet à Béchar, sur plus de 800 km, pour le transport du minerai de fer ». Autre réalisation en perspective, celle de « raccorder la ville de Béchar à Adrar, sur une distance de 600 km ».



L'ALGÉRIE ET LES BRICS : Tebboune confiant et optimiste

En parallèle des stratégies employées par l'Algérie afin d'intégrer le groupe des BRICS, et les indicateurs positifs, émanant notamment des pays membres, le président Tebboune est revenu lors de son entrevue médiatique de samedi sur l'importance pour le pays de s'associer à la Banque de ce nouveau pôle économique. Prenant pour argument « les déclarations de la présidente de cette banque, et ancienne présidente du Brésil, Dilma Rousseff, laquelle a annoncé que « l'Algérie est indispensable au groupe », le chef de

l'État a rappelé que l'Algérie avait récemment participé au financement de la banque, à savoir une contribution de « 1,5 milliard Usd ». À juste titre, Tebboune a également précisé que « la Banque des BRICS dispose de ressources financières plus importantes que la Banque mondiale ». Ainsi, à une question si oui ou non l'adhésion du pays aux BRICS était en bonne voie, le président de la République a déclaré que « la Chine et le reste des acteurs BRICS, tels que la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil, sont d'ores et déjà favorables et soutiennent l'adhésion de l'Algérie à ce nouveau pôle », tout en précisant, néanmoins, que « la décision finale n'a pas encore été prise ». Mme. Rousseff avait d'ailleurs exprimé « la nécessité pour le Brésil de répondre favorablement à la demande de l'Algérie, pays qui a de bonnes relations avec le Brésil, un pays qui est, entre autres, sous la présidence de l'homme de gauche, Lula ».



Visite du chef de l'état en France

«J'irai à Paris, mais pas en touriste».

«Notre visite en France est toujours d'actualité», a affirmé le président de la République.

Les relations algéro-françaises ne sont pas gelées, à en croire le président de la République. Aussi, les récents articles de presse, d'un côté comme de l'autre, n'ont visiblement pas eu d'impact sur la détermination des deux Présidents à construire un avenir serein pour l'Algérie et pour la France. En réponse à une question sur son déplacement annoncé à Paris, le président de la République a eu cette réponse: «Notre visite en France est toujours d'actualité.» Le propos est clair, net et précis. Il n'existe présentement aucune entrave politique, ou autre, aux relations entre les deux pays. Le président de la République s'est voulu on ne peut plus responsable sur cette question précisément, à savoir qu'en Algérie, «nous attendons le programme de la visite de la part de la Présidence française». Autrement dit, Alger ne se sent pas interpellé par les vicissitudes politico-médiatiques françaises. C'est à l'Élysée de gérer les «bombes puantes» politiciennes que lance épisodiquement l'extrême droite dans le jardin d'Emmanuel Macron. Pour ce qui le concerne, le président Tebboune s'en tient à ce qui a été décidé entre les deux hommes. Et en cela, une visite d'État est régie par un principe simple, celui qui fait faire à deux pays de sérieux pas en avant dans leur coopération mutuelle. «Je ne pars pas en France pour faire du tourisme», a clairement indiqué le chef de l'État. Cela revient à dire qu'il appartient à la partie française d'établir un programme de travail, assorti d'un certain nombre de projets d'accords identifiés et mutuellement profitables.

L'on devine dans les propos du président Tebboune que l'hésitation d'aller de l'avant dans le partenariat entre les deux pays n'est pas le fait d'Alger. C'est donc Paris qui ne s'assume visiblement pas et semble dépassé par les lobbies colonialistes. Ceux-là sont décidés à barrer la route à la commission mixte d'historiens validée par les deux chefs d'État et qui n'a apparemment pas encore engagé le travail pour lequel elle a été installée. En plus de contrer, avec l'énergie du désespoir, cette commission, dont la mission est

tout à fait essentiel pour solder le contentieux mémoriel entre l'Algérie et la France, les lobbies de la haine ont tendance à instrumentaliser le moindre fait divers en France pour diriger leur tir sur l'Algérie et les Algériens. L'objectif de ces cercles anti-Algérie est d'empêcher l'éclatement de la vérité sur les crimes commis par la France coloniale en Algérie.

La déclaration du président de la République peut être interprétée comme une réponse aux nostalgiques de l'Algérie française, à savoir que l'État algérien ne se laisse pas impressionner par des postures d'un autre âge. Sachant la justesse de la cause et sa détermination à faire connaître la vérité historique, le président Tebboune confirme la position d'Alger sur le dossier du partenariat algéro-français. Il avancera avec les amis de l'Algérie contre une minorité de haineux qui tentent d'obstruer un processus historique et irrémédiable. Il reste que si l'Algérie a rempli sa part du contrat, le pouvoir politique en France semble douter de sa capacité à faire face aux tempêtes que provoque épisodiquement l'extrême droite, dont le discours a déjà chassé Paris de son pré carré en Afrique subsaharienne. Le président Macron sait-il qu'en faisant le dos rond et en laissant Marine Le Pen et Éric Zemmour perturber son second mandat sur la question de la mémoire, il contribue à l'effondrement de l'influence de la France? Le président de la République n'a évidemment pas abordé la question sous cet angle, mais le message qu'il délivre à travers sa réponse, illustre la différence qu'il fait entre l'État français qui veut sortir de l'impasse mémorielle et un groupe d'individus descendants de colonialistes pour qui l'intérêt de la France ne veut strictement rien dire, lorsqu'il contredit leur désir de garder la poussière de la colonisation sous le tapis de l'Histoire.

Une visite d'État ne doit pas ignorer ces aspects. À bien suivre les différentes déclarations du président de la République sur la sincérité du président Macron pour édifier des relations d'égal à égal entre les deux pays, l'Algérie assume pleinement sa position. Il reste à la France de prendre ses responsabilités devant l'Histoire.



Augmentation des salaires, préservation du pouvoir d'achat, distribution de logements...

L'engagement total de l'État



Le président Tebboune a réitéré son engagement en faveur de la classe moyenne assurant qu'il Les préoccupations sociales des citoyens, notamment ceux de la classe moyenne bénéficieront toujours de l'attention des autorités. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, le chef de l'État qui a

réitéré ses engagements de défendre la classe moyenne. Ce qui est de nature à maintenir la cohésion sociale et garantir la stabilité du pays. Dans ses réponses aux questions des journalistes qui l'interrogeaient, ce samedi soir, le président Tebboune ne pouvait qu'être à l'aise dans ce chapitre lié au volet social. Il avait en effet plus d'un argument à avancer. Et dire que l'Algérie a franchi un pas qualitatif en matière de développement et de préservation du caractère social de l'État. L'introduction de l'allocation-chômage, l'augmentation des salaires de la Fonction publique, ainsi que la satisfaction des demandes de logement, toutes formules confondues, sont autant d'arguments attestant de nouveaux acquis pour la classe moyenne. Auxquels s'ajoute la revalorisation des pensions de retraite même si elle n'est pas si significative dans un contexte socio-économique marqué, notamment par la hausse des prix des produits de première nécessité. Ce qui n'est pas sans créer un sentiment «d'insatisfaction» chez les concernés. Cette réalité, le Président ne la conteste pas. Bien au contraire. Et s'il affiche sa satisfaction des mesures prises par l'État pour protéger le pouvoir d'achat des Algériens, il considère qu'elles restent tout de même «insuffisantes». Il a fait part, à ce propos, de son engagement à ce que l'augmentation des salaires atteigne un taux de 47% à 50% d'ici 2024. Une promesse qui s'ajoutera, dira-t-il, aux mesures prises depuis 2021 au profit des travailleurs et des personnes à faible revenu. Sur sa lancée, Tebboune a réaffirmé son engagement à défendre la classe moyenne, qu'il a considérée comme la «base stabilisatrice» du pays, affirmant que l'État oeuvrera toujours à satisfaire les revendications sociales de ses citoyens avec ses propres moyens. «Nous prenons en considération nos problèmes et nous oeuvrons à les résoudre avec nos propres moyens», a déclaré le président Tebboune. Ce dernier a mis également en avant la volonté de l'État à poursuivre la réalisation des logements au profit des citoyens. «Les programmes de réalisation de logements ne s'arrêteront pas, vu la mentalité de l'Algérien qui veut être propriétaire et qui a le sentiment d'être à la rue lorsqu'il est locataire», a affirmé le chef de l'État. Et de relever que les programmes de réalisation de logements de location-vente (formule Aadl) se poursuivront, car ils sont destinés à la classe moyenne, qui doit être protégée.

«Nous devons continuer à prendre en charge les problèmes de la classe moyenne», a-t-il dit estimant qu'il n'y a pas d'autre solution que la formule de location-vente. Concernant la formule du logement rural, le Président a estimé qu'elle était «une des plus grandes réussites de l'Algérie, car ayant résolu d'innombrables problèmes», regrettant que «personne ne parle de ces réalisations qui sont loin des grandes villes». Cette formule a permis à de nombreuses familles issues du milieu rural de retourner dans leurs régions d'origine, a dit le président Tebboune, relevant que ce type de logement, qui offre toutes les commodités nécessaires, est de plus en plus demandé. Une raison pour lui de qualifier la dynamique que connaît le secteur du logement en Algérie de «révolution silencieuse, eu égard à l'impact socio-économique de la distribution des logements, qui fait de l'Algérie une «forteresse inexpugnable». Le chef de l'État n'a pas manqué l'occasion de critiquer des parties qui prédisaient les pires scénarios en Algérie. «Les oiseaux de mauvais augure qui vouent une haine à l'Algérie prédisaient une explosion de la situation en Algérie en raison du dossier du logement et du problème du chômage, mais la situation a explosé chez eux tandis que notre pays reste stable», a-t-il déclaré. Ces mauvaises prédictions visaient à déstabiliser l'Algérie, a pointé le chef de

l'État, appelant les Algériens à «défendre l'unité nationale et à ne pas se laisser entraîner dans les plans visant à leur nuire et à porter atteinte à leur pays». Il a affirmé que l'État est devenu fort pour «défendre le citoyen et non pour l'opprimer», mettant en garde «quiconque oserait porter atteinte au pouvoir d'achat du citoyen». veillera à préserver le caractère social de l'état.



Inflation, surfacturation, fraude

«Les spéculateurs seront sévèrement punis»

Le phénomène de la surfacturation avait pris des proportions dangereuses durant la période de 2009 à 2019.

À la faveur de sa traditionnelle rencontre avec les représentants de la presse nationale, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a particulièrement insisté sur la protection socio-économique de la classe moyenne, au même titre d'ailleurs que les autres catégories sociales. S'il a longuement évoqué ce groupe de la population, lequel est situé au centre de l'échelle sociale, c'est que le chef de l'État est conscient de son rôle dans l'estimation des évolutions économiques et sociales du pays. Réaffirmant son engagement à défendre la classe moyenne, qu'il a qualifiée de «base stabilisatrice» du pays, le Président a souligné que l'État oeuvrait à satisfaire les revendications sociales de ses citoyens avec ses propres moyens. Il a, par ailleurs, appelé les Algériens à défendre l'unité nationale, mettant en garde contre «les oiseaux de mauvais augure» qui vouent une haine à l'Algérie et qui prédisaient une explosion de la situation, indiquant que les résidus de la Issaba (bande) tentaient, toujours, de semer l'anarchie au sein de la société à travers des fonds colossaux qu'ils utilisent dans l'espoir d'acheter les consciences. Le Président s'est dit satisfait des mesures prises pour protéger le pouvoir d'achat des Algériens, lesquelles restent tout de même «insuffisantes», réitérant, par la même occasion, son engagement à ce que l'augmentation des salaires atteigne un taux de «47% à 50% d'ici 2024». Les augmentations de salaires ne doivent en aucun cas profiter aux spéculateurs qui n'hésitent pas à toucher aux porte-monnaies des ménages. A-t-il mis en garde en dénonçant les résidus de la Issaba qui gangrènent la sphère commerciale par de douteuses pratiques, dont le recours à des sous-traitants. Le Président a rappelé les mesures prises depuis 2021 au profit des travailleurs et des personnes à faible revenu, indiquant que l'Algérie avait franchi un pas qualitatif en matière de développement et de préservation du caractère social de l'État. Ainsi, tout en annonçant des augmentations qui toucheront les salaires des Algériens, Tebboune pointe du doigt les spéculateurs et autres trabendistes de tous acabits, auxquels sont réservés de sévères sanctions, à la moindre dérive criminelle. Le président de la République, a assuré que les projets de réalisation de logements se poursuivront, soulignant que ça restera une priorité pour l'État. «Les programmes de réalisation de logements ne s'arrêteront pas, vu la mentalité de l'Algérien qui veut être propriétaire et qui a le sentiment d'être à la rue lorsqu'il est locataire», a-t-il précisé. Il a

alors affirmé que les programmes de réalisation de logements de location-vente (formule Aadl) se poursuivront, car ils sont destinés à la classe moyenne, qui doit être protégée en tant que «base stabilisatrice» du pays. «Nous devons continuer à prendre en charge les problèmes de la classe moyenne», a dit le président de la République. Revenant sur le fléau de la surfacturation qui a longuement gangrené les importations, le président de la République a affirmé que la surfacturation pour le transfert illégal des devises avait, sensiblement, reculé ces dernières années, grâce aux efforts consentis en termes de contrôle du commerce extérieur. De 2020 à ce jour, le montant global de la surfacturation est estimé à moins de 400 millions USD, une baisse sensible en comparaison avec les années précédentes, a-t-il rappelé. Le phénomène de la surfacturation avait pris des proportions dangereuses durant la période allant de 2009 à 2019, dépassant 30% des factures déclarées, selon des rapports d'instances internationales, a-t-il éclairé. Le recul du phénomène de la surfacturation, ces dernières années, est dû à l'efficacité des mécanismes de contrôle du commerce extérieur, a-t-il enfin tenu à faire savoir. Alors qu'il s'exprimait face aux journalistes, Le président Tebboune a longuement défendu le pré carré de la production nationale. De même qu'il a appelé à garder la porte grande ouverte aux investissements sur fonds privés ou sur ceux accordés par l'État. Tracer des lignes rouges face aux aventuriers de tous bords, chasse à l'argent sale et contrôle du commerce extérieur sont les principaux leitmotivs du chef de l'État.



Déstabilisation du pays à travers la spéculation La «Issaba» pointée du doigt.

«Ses résidus disposent, aujourd'hui, de fonds colossaux et ont même tenté d'acheter les consciences.».

L'Algérie n'a pas rompu définitivement avec son passé. Celui de la corruption et la dilapidation de l'argent public, qui ont été érigées en mode de gouvernance. L'Algérie en a souffert. Se servir des deniers publics comme on se sert de son propre porte-monnaie a pris l'allure d'un sport national. Un type de délinquance qui la ronge depuis son accession à l'indépendance et qui s'est propagé jusqu'à s'ancrer au plus haut niveau de l'État, tout en parasitant ses institutions. Il n'a pu des années durant ni être maîtrisé ni connaître de recul, malgré l'instauration de mécanismes mis en place, en grande pompe, pour tordre le cou à ce phénomène érigé en système qui a siphonné les caisses du Trésor public. Des affaires de corruption, de dilapidation des deniers publics en cascade, incroyables, ont montré que les caisses du pays ont été bel et bien mises à sac, carrément pillées. Trois ex-Premiers ministres, des ministres, des responsables de partis, de hauts fonctionnaires, des officiers supérieurs de l'armée, des chefs d'entreprise... se sont retrouvés sous les verrous. L'État a décidé de faire de la lutte contre la corruption un des

principaux axes de son action. Il faut rappeler que la lutte contre la corruption sous toutes ses formes a été érigée par le président de la République en nécessité absolue pour restaurer l'autorité de l'État et regagner la confiance des citoyens. Ces phénomènes ont certes fini par reculer. Mais l'actuelle flambée des prix des produits de consommation, des fruits et légumes laissent penser que les fantômes du passé ont ressurgi. Tapis dans l'ombre ils réapparaissent avec un esprit revanchard qui en dit long sur leurs capacités de nuisance. Il est en effet question de la déstabilisation du pays. Qui est derrière cette cabale? Le chef de l'État va droit au but et pointe du doigt la Issaba. Une bande, incarnée par des figures de l'ancien système (Ex- Premiers ministres, ministres, militaires haut gradés, chefs d'entreprise, hommes d'affaires...). Les résidus de la Issaba (bande), tentaient, toujours, de semer l'anarchie au sein de la société à travers la spéculation délibérée sur les prix, a affirmé le premier magistrat du pays dans son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée le 5 août sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales. «Je n'exclus pas que certaines personnes sont soutenues par des membres de cette Issaba, qui cherchent à semer l'anarchie et l'instabilité dans le pays, en spéculant sur les prix des produits alimentaires et en portant atteinte au pouvoir d'achat des citoyens», a souligné Abdelmadjid Tebboune. Nul doute que l'État fera de la traque de ces ennemis du pays une priorité absolue pour que soient sauvegardés les institutions de la République et le pouvoir d'achat des citoyens par ricochet, un gage de cette paix sociale retrouvée mais menacée. Une opération qui se fera dans le respect des lois de la République. «La justice est le seul et unique pouvoir habilité à se prononcer sur les affaires de corruption. Elle est la seule et unique source chargée de la mise en place des mécanismes judiciaires de prévention de la société contre ce fléau», avait déclaré Abdelmadjid Tebboune lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il avait présidée, il y a près d'une année, le 11 septembre 2022. Le moment est tout indiqué pour brandir le «bâton» pour mater ces «excroissances» de la Issaba...



Attaf reçoit les ambassadeurs des BRICS.

Chargé par le président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M.Ahmed Attaf, a reçu, hier, au siège du ministère, successivement les ambassadeurs et représentants des cinq États membres du groupe des BRICS accrédités en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Il s'agit des ambassadeurs de la Chine, de la Russie, de l'Inde, ainsi que des chargés d'affaires aux ambassades du Brésil et de l'Afrique du Sud en Algérie, lit-on dans le communiqué. «Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des démarches visant à mobiliser davantage de soutien à la candidature de l'Algérie pour son adhésion en tant que membre au sein du groupe des BRICS, notamment en valorisant les atouts de cette candidature qui repose sur une forte volonté politique de la part du président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune et puise sa spécificité des principes, des valeurs

et des références sous-tendant la politique étrangère de notre pays, laquelle n'a eu de cesse de plaider pour l'établissement d'un ordre international multipolaire et d'oeuvrer en faveur de l'activation de l'action internationale multipartite et de la démocratisation des relations internationales», précise le communiqué.



Pétrole

L'Algérie réduit sa production

Cette réduction de 20000 b/j s'ajoute à celles décidées par l'Arabie saoudite et la Russie.

La 49e réunion du Comité ministériel de suivi Opep et non Opep (Jmmc) à laquelle a pris part le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est tenue en visioconférence le 4 août. Elle a été consacrée à l'évaluation de la conformité à l'accord de limitation de la production pétrolière par les pays signataires, pour les mois de mai et juin 2023. Les ministres en charge du Pétrole au sein du Comité de contrôle, ont examiné lors de cette réunion tenue par visioconférence, l'évolution du marché pétrolier mondial et les perspectives de son développement à court terme. Les données mensuelles présentées, ont indiqué que les pays membres de l'Opep+ ont respecté scrupuleusement le niveau de production requis. «Les pays qui ont, volontairement, décidé des réductions supplémentaires en avril dernier, ont, eux aussi, pleinement honoré leurs engagements», a affirmé le ministre de l'Énergie et des Mines qui a fait remarquer que les décisions prises par les pays membres de l'Opep+, conjointement ou individuellement, «ont inversé la tendance baissière, diminué les fluctuations et permis de retrouver la stabilité du marché pétrolier». Chat échaudé craint cependant l'eau froide. «Nous demeurons, toutefois, prudemment optimistes et très vigilants quant à l'évolution du marché pétrolier à court terme», a-t-il conseillé, soulignant que «même si la demande mondiale sur le pétrole reste à un niveau acceptable, la croissance économique, elle, demeure incertaine dans plusieurs régions, notamment du fait des politiques de durcissement monétaire des principales banques centrales, de l'augmentation des taux d'intérêt et de la hausse de l'inflation». Qu'en est-il de l'offre? «Le marché du pétrole est suffisamment approvisionné pour répondre à la demande des consommateurs», a assuré Mohamed Arkab avant d'annoncer que l'Algérie poursuivra la baisse de sa production en août. «Comme nous l'avions annoncé en début juillet, l'Algérie réaffirme sa décision de poursuivre la baisse volontaire supplémentaire de sa production, de 20000 barils/j pour atteindre 940000 barils/j en août 2023», a-t-il révélé. «Cette réduction s'ajoute à celles décidées par le Royaume de l'Arabie saoudite et de la Russie pour la même période en vue de maintenir la stabilité du marché pétrolier», a souligné le successeur de Abdelmadjid Attar. L'Arabie saoudite va prolonger d'un mois la réduction de sa production de pétrole d'un million de barils par jour, avait annoncé le 3 août le premier exportateur mondial de brut, poursuivant ainsi sa stratégie destinée à doper les prix en

net recul. Cette réduction entamée en juillet continuera donc en septembre, et cette mesure pourrait encore être «prolongée» au-delà de cette période, voire «prolongée et renforcée», a précisé le ministère saoudien de l'Énergie dans un communiqué. La Russie a ensuite emboîté le pas au Royaume. Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak a ainsi assuré que son pays, allait réduire ses exportations de 300000 barils par jour en septembre. L'Arabie saoudite avait annoncé le 3 juillet qu'elle prolongeait la réduction de sa production de pétrole d'un million de barils par jour, pour soutenir le prix du baril, en baisse.

La Russie, avait quant à elle, décidé de prolonger jusqu'à fin décembre 2024 son programme de réduction de sa production de pétrole de 500000 barils par jour, Il faut rappeler que l'Opep et ses dix alliés dont la Russie avaient décidé de baisser leur production de 2 millions de barils par jour en octobre 2022, avant de récidiver le 3 avril 2023 avec une coupe supplémentaire de 1,6 million de barils par jour jusqu'à la fin de l'année en cours. L'Algérie a ajusté le tir..



Attaf reçoit les ambassadeurs et représentants des cinq Etats membres du Groupe des BRICS.

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf a reçu, dimanche au siège du ministère, successivement les ambassadeurs et représentants des cinq Etats membres du groupe des BRICS accrédités en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Il s'agit des ambassadeurs de la Chine, de la Russie, de l'Inde, ainsi que des chargés d'affaires aux ambassades du Brésil et de l'Afrique du Sud en Algérie, lit-on dans le communiqué.

"Ces réunions s'inscrivent dans le cadre des démarches visant à mobiliser davantage de soutien à la candidature de l'Algérie pour son adhésion en tant que membre au sein du groupe des BRICS, notamment en valorisant les atouts de cette candidature qui repose sur une forte volonté politique de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et puise sa spécificité des principes, des valeurs et des références sous-tendant la politique étrangère de notre pays, laquelle n'a eu de cesse de plaider pour l'établissement d'un ordre international multipolaire et d'œuvrer en faveur de l'activation de l'action internationale multipartite et de la démocratisation des relations internationales", précise le communiqué.

Dans ce cadre, M. Attaf a affirmé que "l'Algérie, de par son militantisme politique connu pour promouvoir les valeurs et les principes sur lesquels et pour lesquels l'organisation des BRICS a été fondée et la dynamique économique qu'elle connaît dans le contexte des réformes initiées par Monsieur le Président de la République qui se traduisent par les indicateurs positifs de développement qu'elle a réalisés ces dernières années, ambitionne d'apporter une contribution qualitative à l'activité de ce Groupe, en faveur des objectifs de paix, de sécurité, de développement et de bien-être au double plan régional et international", conclut le communiqué.



Installation de la nouvelle présidente et du nouveau procureur général de la Cour d'Alger.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi , a procédé, dimanche, à l'installation de Mme Guellati Douniazed, nouvelle présidente de la Cour d'Alger et de M. Boudjemâa Lotfi, Procureur général près la même Cour.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Tabi a affirmé que cette installation fait suite au mouvement partiel opéré, jeudi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des présidents des Cours de justice et des procureurs généraux près ces Cours.

Pour M. Tabi, ce mouvement vise à "donner un nouveau souffle au secteur de la Justice, dans l'objectif d'améliorer la performance du service judiciaire et d'assurer une meilleure prise en charge des préoccupations du citoyen, et ce en bénéficiant des compétences qui sont en mesure de s'adapter aux changements positifs que connaît actuellement l'Algérie".

Ce mouvement vise également, ajoute M.Tabi, à "apporter une plus-value et à contribuer à la moralisation de l'action judiciaire qui entre dans le cadre de la moralisation de la vie publique, étant l'un des axes de la réforme globale décidée par le Président de la République, considéré comme une priorité nationale au sein de son programme pour l'édification de l'Etat de droit et des libertés".

L'Algérie en faveur de l'autosuffisance des pays en développement pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

NEW YORK - Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, a plaidé en faveur de l'autosuffisance des pays en développement pour assurer la sécurité alimentaire mondiale.

Le représentant de l'Algérie s'exprimait à l'occasion d'un débat public de haut niveau sur "l'insécurité alimentaire mondiale induite par la famine et les conflits", tenu jeudi par le Conseil de sécurité, à l'initiative des Etats-Unis d'Amérique, président du conseil pour le mois d'août.

Ce débat, présidé par le Secrétaire d'Etat américain, M. Antony J. Blinken, intervient dans un moment critique marqué par une augmentation accrue du nombre de personnes confrontées à la famine. Une situation qui nécessite l'adoption de mesures urgentes pour s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

M.Bendjama a notamment indiqué que l'Algérie n'a ménagé aucun effort pour soutenir ses voisins, notamment ceux du Sahel, et leur fournir l'aide alimentaire et sanitaire nécessaire, en vue de leur permettre de faire face aux conséquences des conflits internes et de catastrophes naturelles.

Il a plaidé en faveur d'une approche holistique et intégrée qui mobilise les efforts de toutes les parties prenantes pour la mise en place de systèmes alimentaires résilients.

A ce titre, le Représentant permanent de l'Algérie à l'ONU a appelé à un financement durable, au transfert de technologie et au renforcement des capacités des pays en développement, notamment en Afrique, pour leur permettre de mettre en œuvre le Programme 2030 pour le Développement Durable.

Avant l'ouverture de ce débat public, le Conseil de sécurité a adopté, à l'unanimité, une déclaration présidentielle relative à la "L'insécurité alimentaire mondiale induite par la famine et les conflits".

Aux termes de cette déclaration, le Conseil de sécurité a fait part de son inquiétude quant à l'insuffisance de l'aide humanitaire et du financement au développement qui limitent les efforts pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la menace de famine induites par les conflits et a appelé au traitement, conformément du droit international, des causes profondes des conflits.

Récupération des fonds détournés et transférés vers l'étranger : La bataille contre la corruption se poursuit, assure le ministre de la justice.

Une justice citoyenne et la moralisation de l'action judiciaire, des priorités majeures

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a exhorté, hier, les nouveaux magistrats à la coordination et la poursuite de la lutte contre la corruption et la récupération des fonds détournés à l'étranger. «La bataille continue», a indiqué le garde des Sceaux dans son allocution prononcée à l'occasion de l'installation de la nouvelle présidente de la Cour d'Alger, Douniazad Guelatti, et du nouveau procureur général (PG), Lotfi Boudjemaâ, dans le cadre du mouvement partiel opéré par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le corps des présidents de Cours et des procureurs généraux.

M. Tabi a soutenu que ce mouvement vise à donner un nouveau souffle à la Justice, afin d'améliorer l'activité judiciaire et assurer une meilleure prise en charge des préoccupations du citoyen. «Cet objectif passe par l'exploitation des meilleures compétences de la Justice capables de s'adapter aux changements positifs que vit l'Algérie actuellement», affirme-t-il. Le ministre a mis l'accent, dans ce sens, sur «la moralisation de l'action judiciaire qui s'inscrit dans le cadre de la moralisation de la vie générale», rappelant qu'elle constitue l'un des axes des réformes générales initiées par le président de la République et une priorité nationale dans le cadre de son programme global pour l'édification d'un Etat de droit et des libertés. Outre la moralisation de l'action judiciaire, le ministre a tracé dans son discours la feuille de route de la Justice dont la lutte anticorruption qui demeure une priorité majeure, d'autant que le Pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed chargé des grands dossiers de corruption relève de la compétence de la Cour d'Alger.

Lutte sans merci contre l'insécurité routière, les incendies criminels de forêt et la spéculation

Une autre priorité, celle de la concrétisation d'une «justice citoyenne». Le garde des Sceaux a fait savoir que son département œuvre actuellement pour «une justice citoyenne, moderne et de proximité basée sur la qualité, la facilitation de l'accès à la justice, efficacité et rendement, et l'adoption d'une approche basée sur le rapprochement du citoyen et être à son écoute», insiste-t-il. Cette approche consiste également en un service public de qualité, la complémentarité et la coordination avec les institutions «dans le cadre de l'adaptation avec la dynamique de la relance du développement que connaît notre pays sur tous les plans», détaille-t-il.

Le ministre a assuré que le secteur de la Justice, au regard de ses prérogatives stipulées par la Constitution, «est le rempart qui protège la société, notamment ce qui est lié à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le cadre de la loi et assurer un service public au citoyen par la prise en charge de ses préoccupations conformément aux lois de la République», affirme-t-il. La Justice va sévir contre l'insécurité routière, les incendies criminels de forêt et la spéculation. «Les priorités majeures de la Justice consistent en la protection du droit du citoyen à la sécurité, la santé et l'alimentation et la lutte avec rigueur contre toute atteinte à ces droits à l'instar des accidents mortels de la circulation, les feux de forêt, la hausse injustifiable des prix de certains produits et la pénurie», avertit-il. Outre son rôle dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, la Justice est appelée aussi à la régularisation de certaines situations dont la gestion des saisies, le recouvrement des amendes et frais judiciaires, la liquidation des mandats d'arrêt et la poursuite de l'organisation des archives et la bonne gestion des ressources humaines et matérielles, «ce qui nécessite le suivi des ateliers lancés depuis deux années», insiste de nouveau le garde des Sceaux.

Face à des responsabilités et de grands défis

M. Tabi a rappelé l'adaptation de la législation nationale aux conventions internationales ratifiées par l'Algérie afin de faire face à la criminalité dangereuse, citant la loi contre la traite humaine, la loi sur la lutte et la prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et aussi la loi relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. «Ces crimes sont planifiés et peuvent avoir un caractère international, d'où la nécessité de promouvoir la coopération internationale», relève-t-il. Le ministre a assuré, dans son discours, le respect de l'Algérie à ses engagements internationaux et régionaux à travers la concertation et la coopération. «L'Algérie est toujours présente et par excellence, ce qui lui a valu l'appréciation de ses efforts de la part de la communauté internationale, malgré les tentatives échouées de minimiser les succès de l'Algérie dans l'adaptation aux exigences internationales», affirme-t-il.

La Justice fait face à de grands défis et des responsabilités importantes et sensibles sur les plans institutionnel et professionnel, indique le ministre. «Outre sa contribution à la promotion des droits et le renforcement du processus démocratique et la concrétisation des valeurs de la société qui permet l'instauration de la citoyenneté totale, la Justice est appelée à lutter avec rigueur contre les nouvelles formes de criminalité», dit-il. Il a fait savoir, dans ce sens, que son département œuvre actuellement à la préparation de plusieurs projets de lois dont certains sont au niveau de l'APN, à l'instar de la loi sur la protection des terres de l'Etat, et les Codes pénal et de procédures pénales. «Un projet de loi sur le faux et usage de faux est en cours d'élaboration», fait-il savoir. La Justice joue un rôle important dans la protection du tissu national et la riposte contre les complots attentant à l'intérêt du pays, sa sécurité et sa stabilité, précise M. Tabi. Par ailleurs, le ministre a mis en avant l'importance de la prévention et la protection pour une politique pénale efficace. Il s'est félicité, dans ce sens, de la réussite de l'insertion sociale des détenus ayant réalisé un taux de réussite de près de 50% dans les épreuves

du baccalauréat.
A l'occasion, le garde des Sceaux a évoqué «le grand avancement réalisé par le ministère de la Justice en matière de modernisation et de généralisation des moyens technologiques et de communication développés pour l'amélioration du service public et une action judiciaire exemplaire au profit des justiciables et citoyens». Il a assuré que l'action judiciaire est basée sur une bonne gestion qui s'articule sur la numérisation qui constitue l'une des directives fermes du président de la République.

Une femme pour la première fois présidente d'une Cour de justice

En s'adressant aux magistrats, M. Tabi les a exhortés à accomplir leur devoir professionnel dans le cadre de la moralisation de l'action judiciaire, notamment l'intégrité, le respect des droits du citoyen et la société, le droit de réserve et l'exécution des lois en toute souveraineté, indépendance et neutralité «afin de renforcer la confiance du citoyen en la justice de son pays», insiste-t-il. Il les a également exhortés à déployer davantage d'efforts et à surmonter les défis et œuvrer chacun de son poste et sa responsabilité à «protéger les acquis des réformes». Le ministre a félicité la nouvelle présidente de la Cour d'Alger, Douniazad Guellati, la première femme nommée à ce poste. «C'est une compétence avérée ayant occupé plusieurs postes de responsabilité et a présidé plusieurs tribunaux dont, en dernier, le tribunal de Sidi M'Hamed». De même pour le nouveau PG près la Cour d'Alger, Lotfi Boudjemaâ, «qui a occupé plusieurs postes dont PG, directeur général au niveau du ministère de la Justice, et enfin président de l'Autorité nationale de la protection des données à caractère personnel».

Installation de Djelloul Lahcène Ahmed au poste de procureur général près la Cour de justice de Tlemcen

M. Djelloul Lahcène Ahmed a été installé, hier, au poste de procureur général près la Cour de justice de Tlemcen, dans le cadre du mouvement partiel opéré dans le corps des présidents des Cours de justice et des procureurs généraux, décidé récemment par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, le premier président de la Cour suprême, Mamouni Tahar, a souligné, lors de la cérémonie d'installation qui s'est tenue à la Cour de Tlemcen dans la commune de Mansourah, en présence des autorités de wilaya et de membres de l'appareil judiciaire, que «ce mouvement annuel s'inscrit dans le cadre de la promotion des ressources humaines et l'adaptation du secteur de la Justice aux mutations que connaît l'Algérie en lui impulsant une dynamique pour contribuer à la moralisation du travail judiciaire qui entre également dans le sillage de la moralisation de la vie publique concernant l'ensemble des secteurs et activités et qui constitue un des axes principaux du programme présidentiel».

Justice : Appel à poursuivre la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds détournés à l'étranger.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Abderrachid Tabi, a mis l'accent, ce dimanche à Alger, sur l'importance d'une « coordination étroite entre l'ensemble des acteurs du secteur, pour la poursuite de la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds détournés à l'étranger ».

Dans son allocution lors de la cérémonie d'installation de Mme Guellati Douniazad, nouvelle présidente de la Cour d'Alger et de M. Boudjemâa lotif, Procureur général au sein de la même cour, M. Tabi a affirmé, à l'adresse des juges, que « la bataille pour la lutte contre la corruption et le recouvrement des fonds transférés à l'étranger est toujours de mise et votre apport doit être important », soulignant que le statut de la Magistrature et son code de déontologie « requièrent du juge une prédisposition à s'acquitter de sa mission avec compétence et impartialité, en faveur d'une Justice efficace, forte, et crédible ».

Le ministre s'est, également, dit confiant que « la promotion de la Justice repose sur une entreprise impliquant tous les acteurs et parties concernés ».

Industrie ferroviaire : L'expertise chinoise à la rescousse

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait savoir, lors de son entrevue avec la presse nationale samedi dernier, que la réalisation du grand projet ferroviaire de 6.000 km de voies ferrées se fera en partenariat avec des sociétés chinoises spécialisées dans ce domaine.

Le projet en question consiste à relier notamment les villes où des projets d'exploitation minières ont été déjà lancés, comme à Gara Djebilet, à Tindouf, mais aussi celles où des installations industrielles sont prévues, à l'instar de Béchar pour le traitement du minerai de fer. Il s'agit également de relier certaines régions du nord du pays, notamment Tébessa, à d'autres wilayas pour l'acheminement du phosphate qui y sera produit dès 2025.

Pour Abdelhamid Aouar, consultant international en stratégie de développement et spécialiste de l'industrie ferroviaire, «l'Algérie ne peut pas trouver mieux que la Chine comme partenaire technologique». Il en veut pour preuve que la société China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC), présente en Algérie depuis 1985, a fait appel dans le cadre de l'accord de joint-venture signé en Chine, à l'occasion du Business Forum algéro-chinois de juillet dernier, à l'entreprise chinoise CRRC, le leader mondial du ferroviaire. La CRRC, souligne l'expert, «réalise un chiffre d'affaires de 50 milliards de dollars par an et son plus récent projet inscrit à son agenda est celui de réaliser un TGV de 1.000 km/h. Selon lui, cette société va contribuer à créer une industrie ferroviaire nationale de grande envergure, d'autant que l'accord avec les Chinois porte sur la réalisation d'une méga-unité de fabrication d'une capacité de 2.000 wagons et autres matériels roulants ferroviaires.

L'expert Aouar tient à signaler que le partenariat avec ce géant chinois du ferroviaire est d'autant plus intéressant qu'il inclut les trois aspects du business, à savoir la réalisation des infrastructures, la réalisation du matériel roulant et l'exploitation». L'on doit s'attendre, par ailleurs, à ce que l'intégration locale soit très importante, notamment à travers la participation des entreprises nationales spécialisées dans le secteur ferroviaire, dont le groupe Ferroviaire et l'entreprise mixte algéro-française Cital. Mais le plus important est, selon l'expert, de créer grâce au partenariat chinois cette complémentarité nécessaire avec les projets déjà en cours de réalisation, notamment le grand projet de boucle ferroviaire Sud-Est qui englobe des lignes principales desservant les wilayas de Laghouat, Ghardaïa, Ouargla, Touggourt et ElOued, avec une vitesse de 220 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour ceux de transport de marchandises. D'un linéaire global de 560 km, cette boucle ferroviaire vise notamment à garantir l'extension, le maillage et l'interconnexion des lignes existantes, en plus du désenclavement de la région sud-est du pays.

S'agissant de la CCECC, la société détient une expérience avérée dans le ferroviaire, puisqu'elle a déjà réussi à réaliser 15% du réseau ferroviaire en Chine, soit 4.500 km sur un total de 30.000 km, dans le milieu désertique. En Algérie, l'entreprise s'est vu confier plusieurs projets de chemin de fer, dont la mise à double voie ferrée et la modernisation des installations sur 67 km entre Khemis El Khechna, à Boumerdès, et Oued Fodda, à Chlef. Dans le sud du pays, la CCECC a notamment procédé au renouvellement de la voie ferrée sur 94 km, entre Biskra et Touggourt.

Régulation de l'économie : Création prochaine du Haut Commissariat à la numérisation

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé la création prochaine du Haut Commissariat à la numérisation, mettant en évidence le rôle crucial que jouera ce secteur dans la régulation de l'économie algérienne.

« Nous sommes en passe de mettre en place un Haut Commissariat à la numérisation », a précisé Tebboune, ajoutant que ce Haut Commissariat « sera placé sous la tutelle de la Présidence de la République ». Le chef de l'Etat a affirmé que la numérisation complète de l'économie permettrait de fournir toutes les données nécessaires à la prise de décision, à même de permettre un accès précis à la liste des producteurs et de leurs produits, ainsi qu'aux quantités qu'ils produisent, et aux filières dans lesquelles il faudrait investir. De plus, le recours à la numérisation offrira une vision plus précise sur les capacités de l'économie nationale, a ajouté le président Tebboune qui rappelle que l'Algérie n'a pas voulu déclarer plus de 225 milliards USD, comme chiffre officiel du produit intérieur brut (PIB) en 2022, alors qu'en réalité, il pourrait se situer entre 240 ou 245 milliards USD. Le président de la République a rappelé que le PIB n'avait pas dépassé 100 milliards USD en 2009, « et aujourd'hui, sans même aborder le marché et la production parallèles, nous sommes parvenus à 225 milliards USD comme chiffre officiel ».

Exportation de l'électricité vers l'Europe

Dans un autre contexte, le président de la République a évoqué les chiffres records de la consommation d'électricité enregistrés cet été, avec un pic historique de 18.697 mégawatts enregistré le 23 juillet, soit le quatrième du genre au cours d'un mois. Il a indiqué que la consommation quotidienne normale d'électricité oscillait entre 10.000 et 11.000 mégawatts, or la hausse des températures et l'utilisation accentuée des climatiseurs ont presque doublé la consommation d'électricité, « pourtant il n'y a pas eu de coupures ».

« Sonelgaz et Sonatrach ont accompli des réalisations relevant du miracle: Sonatrach en termes de nouvelles découvertes, et Sonelgaz en augmentant la production d'électricité d'au moins 150% », a-t-il souligné. Et d'ajouter que les capacités de production de l'Algérie dépassent les 24.000 mégawatts, faisant de notre pays « le producteur d'électricité le plus puissant en Afrique ». Quant à l'exportation d'électricité, le

président Tebboune a affirmé que « nous sommes prêts à exporter l'électricité vers l'Europe, comme nous l'avions assuré aux Européens. S'ils en forment le vœu, nous sommes prêts à leur exporter au moins 10.000 mégawatts/jour ».



Adhésion aux BRICS, l'Algérie obtient le soutien « ultime » du Brésil Tebboune aborde les projets structurants, la coopération et le développement local

Quatrième force économique en Afrique, l'Algérie a réussi à franchir les obstacles les plus ardues et à redresser ses finances et son économie, malgré les difficultés conjoncturelles.

L'ambition du pays résonne désormais avec un monde économique plus élargi, plus attractif et plus inclusif. Ces perspectives positives placent l'Algérie dans une position excellente pour rejoindre, entre autres, le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et viser une croissance économique plus soutenable grâce à sa stratégie nationale de développement local et régional. C'est ce qu'a affirmé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a répondu clairement et sans détour aux questions d'actualité récentes posées par les représentants des médias nationaux qu'il a rencontrés lors de son entrevue périodique, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales.

Il a réitéré fermement son engagement en faveur de l'économie nationale et du citoyen, insistant sur l'impératif de s'adapter à la nouvelle structure de l'ordre économique mondial.

Le chef de l'Etat a soutenu l'impératif, dans le contexte actuel, de soutenir le rythme de développement du secteur industriel et des infrastructures pour atteindre ses objectifs d'autonomie économique et financière et réussir une expansion économique et commerciale plus élevée. Le Président Tebboune a évoqué le degré de mobilisation de l'Etat pour atteindre ces objectifs ambitieux, rappelant, les atouts économiques et jeunesse du pays pouvant lui faciliter l'adhésion aux BRICS. Une dynamique bien engagée. L'Algérie qui figure parmi les candidats favoris pour rejoindre cette coalition économique non-occidentale a déjà reçu le soutien de la Russie, de la Chine, de l'Afrique du Sud et du Brésil. « La Chine, la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil étaient en faveur de l'adhésion de l'Algérie au groupe des BRICS », a-t-il déclaré, balayant ainsi la rumeur sur l'éventuel rejet de la candidature de l'Algérie par le Brésil. L'Algérie mène depuis plusieurs mois une véritable offensive de charme pour pouvoir rejoindre les BRICS et compte bien défendre sa candidature, et tirer profit de la conjoncture actuelle.

Le président Tebboune a évoqué de façon explicite son attachement à rejoindre les BRICS, avec l'ambition de faire de l'Algérie un membre et un partenaire stratégique des

cinq pays fondateurs de cette alliance. La question d'adhérer aux BRICS était, également, au menu de ces récentes visites d'Etat effectuées en Russie et en Chine avec lesquelles l'Algérie entretient des relations bilatérales étroites et multiformes. Lors de sa visite d'Etat dans le pays de l'Empire du milieu, le chef de l'Etat a annoncé que la Chine investira 36 milliards de dollars dans divers domaines. D'importants accords de coopération ont été conclus lors de ce déplacement. Un point lumineux dans les relations bilatérales entre les deux parties. « L'Algérie était prête à créer des joint-ventures avec la partie chinoise, relevant la nécessité de mener une étude minutieuse de tous les projets entre les deux pays, d'autant que nous amorçons aujourd'hui, l'étape d'industrialisation et d'établissement de partenariats développés », a-t-il déclaré.

La Chine va coopérer avec l'Algérie pour réaliser une ligne ferroviaire sur environ 6.000 km, qui arrivera jusqu'à Tamanrasset, facilitera l'exploitation des mines, stimulera le commerce et créera une dynamique économique au bénéfice des citoyens, a expliqué le chef de l'Etat lors de son entrevue. « Le renforcement du transport ferroviaire constituait le meilleur garant de développement dans le pays, notamment pour les régions du sud », a-t-il déclaré, annonçant le lancement d'un programme avec des partenaires chinois pour la réalisation de lignes ferroviaires sur environ 6.000 km. « Nous allons examiner ensemble les études avant de lancer les travaux », a-t-il ajouté. Le président Tebboune a souligné l'importance de tels projets structurants pour renforcer « l'unité et l'intégrité nationales et permettent de promouvoir l'investissement dans les régions les plus éloignées du pays ». La priorité sera accordée, a-t-il précisé « aux projets de transport du phosphate vers le port d'Annaba sur une distance de 280 km et au projet de ligne reliant la mine de Gara Djebilet à Béchar sur plus de 800 km pour le transport du minerai de fer ».

النشروفي
اخبار وطنية

الرئيس تبون خلال لقائه مع ممثلي الصحافة الوطنية

75 بالمائة من الالتزامات تجسدت :

قال رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، إن 75 بالمائة من التزاماته أمام الشعب الجزائري قد تجسدت على أرض الواقع، مجددا تعهده بالدفاع عن الطبقة الوسطى، ومواصلة برامج السكن بمختلف الصيغ، كما حذر من أن بقايا العصابة لا زالت تحاول خلق البلبلة وأن المضاربة من بين أوجه ذلك، كما أعلن عن عرض تسويات لاسترجاع أموال تضخيم الفواتير، وتحدث عن عدة قضايا دولية بينها الرفض القاطع لأي تدخل عسكري في الجارة الجنوبية النيجر .

وخلال [لقائه](#) الإعلامي الدوري الذي بث سهرة السبت، كشف الرئيس تبون أن "قراءة 75 بالمائة" من الالتزامات

الـ 54 التي تعهد بها أمام الشعب الجزائري قبل انتخابه رئيسا للجمهورية، تجسدت على أرض الواقع ويجري تنفيذ ما تبقى من هذه الالتزامات. وحرص رئيس الجمهورية، في رده على أسئلة الصحفيين، على إبراز الأشواط الكبيرة التي قطعتها الجزائر الجديدة في مختلف القطاعات، رغم بعض الانتقادات غير المؤسسة والمحاولات اليائسة للعودة إلى الماضي و"تلك فترة لن تعود أبدا"، مشددا على أن "الدولة أصبحت قوية للدفاع عن المواطن ومصالحه وليس للتسلط عليه". ووجد التزامه بالدفاع عن الطبقة الوسطى التي اعتبرها "ركيزة البلاد"، مبرزا أن الدولة تعمل على تلبية المطالب الاجتماعية لمواطنيها بإمكاناتها الخاصة. وذكر بالمناسبة بالإجراءات التي تم اتخاذها منذ سنة 2021 لفائدة العمال وكذا لذوي الدخل الضعيف، مبرزا أن الجزائر حققت قفزة نوعية في مجال التنمية والحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة. وحذر الرئيس تبون من "دعاة الشر" الذين يكونون كرها للجزائر ويتنبأون بالأسوأ لها، مؤكدا أن بقايا العصابة لا زالت تحاول خلق البلبلة وعدم الاستقرار داخل المجتمع من خلال عدة مظاهر وباستعمال الأموال الطائلة التي تستغلها لشراء الذمم، ومن بين تلك المظاهر المضاربة المقصودة في المواد الاستهلاكية والمساس بالقدرة الشرائية للمواطن ومحاولة ضرب الاقتصاد الوطني. ومن محاولات ضرب الاستقرار أيضا، أكد رئيس الجمهورية وجود يد إجرامية وراء اندلاع الحرائق التي عرفتها عدة ولايات نهاية جويلية الفارط، مشيرا إلى أنه اطلع على "صور للعشرات من العجلات المطاطية المستعملة التي تم العثور عليها في غابة معزولة بولاية تيزي وزو". وأوضح أن التدابير المتخذة لمواجهة هذا النوع من الكوارث، والتي سمحت بتقليص عدد الضحايا وأجال إخماد النيران مقارنة بالتجارب الأليمة السابقة التي عاشتها الجزائر. وذكر بهذا الصدد أن الجزائر قامت باقتناء ست طائرات، استلمت إلى غاية الآن طائرة واحدة منها، كما أنها قامت بتأجير 6 طائرات أخرى. وأعلن رئيس الجمهورية، عن إخضاع قانون الأحزاب السياسية للمراجعة مستقبلا، مشددا على أن القاسم المشترك بين كافة التشكيلات السياسية، على اختلاف توجهاتها، يتعين أن يكون "الوحدة الوطنية وبيان أول نوفمبر". وأشار إلى أن الأحزاب "حرة في تسطير برنامجها السياسي الخاص بها، غير أن القاسم المشترك الذي يجب أن يكون حاضرا هو الوحدة الوطنية وبيان أول نوفمبر الذي يدعو إلى بناء دولة ديمقراطية اجتماعية"، وأضاف أن "كل ما من شأنه تدعيم الجبهة الداخلية وكل ما له صلة بالخط الوطني مرحب به".

مشاريع السكن وتحلية المياه مستمرة من جهة أخرى، أكد رئيس الجمهورية أن المشاريع السكنية بمختلف الصيغ مستمرة، لافتا إلى "أن السكن سيظل من أولويات الدولة، بالنظر لعقلية الجزائري الذي يريد تملك منزله ويشعر بأنه يعيش في العراق إذا كان مستأجرا". وفي هذا السياق، أكد بأن برنامج سكنات البيع بالإيجار (صيغة عدل) سيتواصل لكونه موجها للطبقة المتوسطة التي يتعين حمايتها، لأنها "ركيزة البلاد"، حيث يفقد المجتمع توازنه إذا انهارت. وصرح بالقول: "يجب أن نواصل معالجة مشاكل الطبقة المتوسطة، ولا يوجد حل آخر من غير البيع بالإيجار"، مشيرا إلى أن "السكن أصبح جزائري بشكل كامل"، ولا يكلف الدولة أموالا بالعملة الصعبة، لأن كل مواد البناء المستخدمة محلية الصنع كالإسمنت والخزف، ولا تستورد على غرار ما كان عليه الوضع في السابق. وحول صيغة السكن الريفي، اعتبر رئيس الجمهورية أنها من "النجاحات الكبرى للجزائر، حيث حلت مشاكل لا تعد ولا تحصى، وساهمت في عودة العديد من العائلات القادمة من الوسط الريفي إلى مناطقها الأصلية، كما أن الطلب عليها يعرف تزايدا، لاسيما وأن هذه السكنات تتوفر فيها الضروريات". من جهة أخرى، أكد الرئيس تبون، "أن المشاريع الجاري إنجازها في مجال المياه لاسيما ما يتعلق بمحطات تحلية مياه البحر كفيلة بضمان انتظام التزويد بالمياه الشروب لمدة 15 سنة على الأقل بدون تذبذب"، مبرزا في السياق ذاته أن توفير الماء الشروب يبقى "أولوية الأولويات" للسلطات العمومية. وأضاف أن مشاريع تحلية المياه الجاري إنجازها حاليا تشكل الحل الوحيد لضمان التموين العادي بالماء الشروب بشمال البلاد، في حين يمكن بالنسبة لمناطق الجنوب اللجوء إلى إنجاز مشاريع جديدة للتحويلات الكبرى للمياه. وذكر رئيس الجمهورية بأن شح المياه صار في السنوات الأخيرة اشكالية "عالمية" نتيجة التغيرات المناخية، مؤكدا أنه من الممكن مستقبلا في جنوب البلاد إطلاق "مشاريع تحويل المياه من توات وقورارة وعين صالح لتزويد المناطق المجاورة". وبعد أن لفت إلى أن الجزائر صارت في ظرف قصير "الأولى إفريقيا، والثالثة عربيا بعد العربية السعودية

والإمارات، في مجال تحلية مياه البحر"، أكد رئيس الجمهورية أن مشاريع محطات تحلية مياه البحر الجاري إنجازها عبر خمس ولايات والتي تم وضع حجرها الأساسي مؤخرا ستسمح بتوفير ما مجموعه 1.4 مليار متر مكعب، مشيرا إلى أن الهدف هو رفع القدرات الإنتاجية إلى 2.5 مليار متر مكعب من المياه المحلاة من أجل القضاء تماما على مشكلة شح المياه.

تسوية من جهة أخرى، أكد رئيس الجمهورية أن ظاهرة تضخيم الفواتير بهدف تهريب العملة تقلصت بشكل كبير خلال السنوات الأخيرة بفضل الجهود المبذولة في مجال الرقابة على التجارة الخارجية، مشيرا إلى أن قيمة تضخيم الفواتير للفترة من 2020 إلى يومنا هذا، تقدر بأقل من 400 مليون دولار. وذكر في هذا السياق باستفحال ظاهرة تضخيم الفواتير بهدف تهريب العملة خلال الفترة 2009-2019 حيث تجاوزت نسبة 30 بالمائة من قيمة الفواتير المصرح بها، استنادا لتقديرات عدة هيئات دولية. وفي هذا الإطار، لفت إلى أن "البعض يحن لهذه الفترة"، مؤكدا أن "هذه المرحلة لن تعود مهما كان الحال، فهناك رجال يدافعون على البلاد وعلى مكتسبات الشعب". وأضاف بأن الدولة تبقى "بالمرصاد" لهذه الممارسات، مشيرا إلى انتهاج مقاربة جديدة في التعامل مع من تورط في ظاهرة تضخيم الفواتير في المرحلة السابقة، تعتمد على تسويات لإرجاع المبالغ المهربة من أجل طي الملف. وفي رده على سؤال يتعلق بالمجلس الأعلى لضبط الواردات، أوضح رئيس الجمهورية أنه سيشكل فضاء للتنسيق والتشاور بين مختلف القطاعات المتدخلة حول تنظيم مجال الاستيراد، تقاديا للقرارات الفردية التي يمكن أن تحدث تذبذبات في السوق.

وفي موضوع آخر، تطرق رئيس الجمهورية إلى الأرقام القياسية لاستهلاك الكهرباء هذا الصيف، حيث تم تسجيل ذروة تاريخية بـ18697 ميغاواط يوم 23 يوليو الماضي، وهي الرابعة من نوعها خلال هذا الشهر. في هذا الإطار، أشار الرئيس تبون إلى أن الاستهلاك اليومي للعادي للكهرباء يتراوح بين 10 آلاف و11 ألف ميغاواط، غير أن ارتفاع درجات الحرارة وتزايد استعمال المكيفات رفع استهلاك الكهرباء بقرابة الضعف "ورغم ذلك لم يكن هناك انقطاع". ولفت إلى أن القدرات الإنتاجية للجزائر تتجاوز 24 ألف ميغاواط، ما يجعلها صاحبة "أقوى إنتاج للكهرباء في إفريقيا".

أما بخصوص تصدير الكهرباء فقال: "نحن جاهزون لتصدير الكهرباء كما أكدنا للأوروبيين. إذا أرادوا نحن جاهزون لتصدير على الأقل 10 آلاف ميغاواط يوميا". على صعيد آخر، أكد رئيس الجمهورية أن تطوير النقل بالسكك الحديدية يشكل "أحسن ضمانة للتنمية" في البلاد، لاسيما بالنسبة لمناطق الجنوب، مضيفا أن الجزائر ستطلق برنامجا مع شركاء صينيين لمد خطوط نقل بالسكك الحديدية بطول يقارب 6000 كلم. وأضاف أن مثل هذه المشاريع الهيكلية من شأنها أن "ترسخ الوحدة الوطنية والترابية وتسمح بترقية الاستثمار في أعمق مناطق الوطن"، مضيفا أن "الخط السككي الذي يصل إلى تمراسات سيسهل استغلال المناجم ويرقي التجارة ويخلق حيوية اقتصادية بشكل يفيد المواطن".

النيجر وفي الشأن الدولي، تطرق رئيس الجمهورية إلى الأزمة في النيجر، مؤكدا أن ما يحدث في هذا البلد تهدد مباشرة للأمن في المنطقة وأن الجزائر "ترفض رفضا تاما وقطعيا التدخل العسكري الذي لا يحل أي مشكل". واعتبر أنه "لا حل في النيجر بدون مشاركة الجزائر المعنية بما يحدث في هذا البلد الجار"، مشيرا إلى أن الجزائر "مستعدة لمساعدة النيجريين على استرجاع الشرعية الدستورية". كما تحدث الرئيس تبون عن الزيارات الرسمية التي قادته مؤخرا إلى عدد من الدول الصديقة ومن بينها جمهورية الصين الشعبية التي وصفها بـ"الشريك الموثوق" للجزائر، مشيرا إلى أن الرئيس الصيني، السيد شي جينبينغ، أبدى ثقته في التوجه الجديد الذي تنتهجه الجزائر. وفيما يخص زيارة الدولة التي كانت مرتقبة إلى فرنسا، أوضح الرئيس تبون أنها "لا تزال قائمة ولم يتم إلغاؤها ونحن ننتظر برنامج هذه الزيارة من طرف الرئاسة الفرنسية"، مشددا على أن زيارة الدولة لا بد أن تكلل بنتائج ملموسة و"لا يجب أن تكون زيارة سياحية". وبخصوص اعتراف الكيان الصهيوني بالطرح المغربي حول الصحراء الغربية، وصفه رئيس الجمهورية بأنه "لا

حدث وكلام فارغ، مؤكداً أن “فأقد الشيء لا يعطيه” وفي رده على سؤال يتعلق بانضمام الجزائر إلى كتل “بريكس” (البرازيل، روسيا، الهند، الصين، جنوب إفريقيا)، أكد رئيس الجمهورية أن أعضاء المنظمة لم يفصلوا بعد في المعايير المعتمدة لقبول عضوية دول أخرى، غير أن ترشح الجزائر يحظى بدعم داخل هذا التكتل، مشيراً في هذا السياق إلى تصريحات رئيسة بنك “بريكس” رئيسة البرازيل سابقاً، ديلما روسيف، التي اعتبرت بأن الجزائر ضرورية للمجموعة. وبالموازاة مع مسار ترشحها للتكتل، لفت [الرئيس تبون](#) إلى أهمية مشاركة الجزائر (من خلال مساهمة قدرها 1.5 مليار دولار) في رأسمال بنك التنمية الجديد التابع للتكتل والذي “يتمتع بإمكانات مالية أكبر من إمكانات البنك العالمي”.



إعادة ترتيب قطاع التجارة الخارجية

7 إجراءات لمنع نزيف “الدوفيز” نحو الخارج

أقرت الحكومة 7 إجراءات لإعادة ترتيب قطاع التجارة الخارجية، ومنع نزيف العملة الصعبة نحو الخارج، وهي استحداث المجلس الأعلى للمصدرين ومجلس أعلى لضبط الواردات، مع مباشرة إحصاء اقتصادي دقيق لمعرفة حجم ومخزون المنتج الوطني وتقدير حاجيات السوق من مختلف السلع، إضافة إلى مراجعة قانون الجمارك الذي سيُعرض في مجلس الوزراء قبل نهاية السنة الجارية. كما اعتمدت السلطات مقاربة جديدة لمحاربة ظاهرة تضخيم الفواتير، وكشف رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، في حوار مع الصحافة الوطنية بُث سهرة السبت، عن إجراءات لمطالبة مضخمي الفواتير بإرجاع الأموال المنهوبة، كما أكد أن الظاهرة قد شهدت تراجعاً في الفترة الأخيرة بفضل الإجراءات المتخذة من طرف الحكومة لتطبيقها. وسبق هذا التصريح ترؤس رئيس الجمهورية اجتماعاً للجنة العليا لمراقبة التصاريح الجمركية الأسبوع المنصرم، وهو اجتماع، وفق مصادر من قطاع التجارة، تقني يهدف إلى التضييق على عملية تضخيم الفواتير ناهيك عن ترتيبات ماراطونية لرقمنة قطاع المالية عبر كافة مؤسساته وهيئاته، بهدف ضمان شفافية التعاملات ومنع أي ثغرة من شأنها السماح بأي تجاوزات تتيح التلاعب بالفواتير. وأكد مستشار التجارة الخارجية، علي باي نصري، في تصريح لـ “الشروق”، أن الإجراءات المتخذة مؤخرًا من طرف رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، والخاصة باستحداث مجلس أعلى للمصدرين ومجلسا آخر لضبط الاستيراد، مع الاجتماع باللجنة العليا للتصاريح الجمركية، توحى بإرادة حقيقية لإعادة ترتيب قطاع التجارة الخارجية وتنظيمه بإشراك كل الفاعلين والمهنيين. واعتبر نصري هذه الخطوات مبادرات تستحق التقدير والتشجيع، خاصة وأن مجلس ضبط الواردات، على سبيل المثال، يضم كافة القطاعات المعنية، ولا يقتصر فقط على ممثلي وزارة التجارة، وهذا للتحكم في كافة المواد والمنتجات المتواجدة في السوق وتقدير أي عجز في التمويل في حال تسجيله وإبلاغ المجلس أو الوزارة بذلك. كما يهدف الإجراء، حسب المتحدث، إلى محاربة تضخيم الفواتير، وهي الظاهرة التي اعترف رئيس الجمهورية أنها لطالما أرهقت الاقتصاد الوطني و”التهمت” في السابق ثلث فاتورة الواردات، في حين انخفض هذا التضخيم خلال الفترة الماضية إلى 450 مليون دولار، وشدد نصري على أن: “فتح أعين السلطات على تضخيم الفواتير نقطة إيجابية، ونحن كمهنيين لدينا جملة من المقترحات للقضاء على الظاهرة بشكل نهائي”. ويرى مستشار التجارة الخارجية، أن استحداث مجلس ضبط الواردات سيُساهم في التضييق على مضخمي الفواتير،

إلا أنه اقترح، في سياق ذي صلة، إبرام اتفاقيات بين الجمارك الجزائرية وجمارك الدول الموردة على رأسها الصين، لتبادل جداول أسعار المواد المستوردة، اختصاراً للوقت المستغرق في تحري الأسعار المرجعية وأيضاً حتى تتم المطابقة قبل شحن السلع وتحويل أموال الاستيراد بالعملة الصعبة، وهو ما ستكون له نتائج مبهرة ميدانياً، وسيضيق، بشكل أكبر، على المتورطين في مثل هذا النوع من الجرائم الاقتصادية. وطالب علي باي ناصري بضرورة المسارعة في استكمال الجرد والإحصاء والتوثيق لكافة المنتجات المحلية بكافة القطاعات، حيث يتوجب قبل فرض أي إجراء يتعلق بضبط التجارة الخارجية أو حماية المنتج الوطني معرفة دقيقة بما يُنتجه الجزائري اليوم، وما تحتاجه السوق، والمواد التي تشهد نقصاً أو يستلزم الوضع استيرادها من الخارج. ودعا المتحدث، في سياق ذي صلة، إلى ضرورة استشارة الجمعيات المهنية في كل الخطوات الخاصة بإعادة ترتيب قطاع التجارة الخارجية، مشدداً على أن غرفة التجارة والصناعة ستكون أحسن ممثل للمتعامل الناشط في مجال التصدير أو الاستيراد



طبي: مكافحة الفساد واسترداد الأموال المحولة إلى الخارج مستمر

شدّد وزير العدل حافظ الأختام، عبد الرشيد طبي، على “مواصلة مكافحة الفساد واسترداد الأموال المحولة إلى الخارج.”

في كلمته لدى إشرافه على تنصيب دنيازاد قلاتي رئيسة جديدة لمجلس قضاء الجزائر ولطفي بوجمعة نائبا عاما لدى المجلس ذاته، اليوم بالعاصمة، ركّز طبي على “أهمية التنسيق المحكم بين فواعل القطاع لمواصلة مسار مكافحة الفساد واسترداد الأموال المحولة إلى الخارج.”

وخاطب القضاة قائلاً: “إنّ معركة مكافحة الفساد واسترداد الأموال المحولة إلى الخارج لا تزال مستمرة والإضافة المطلوبة منكم كبيرة جداً.”

وأشار الوزير إلى أنّ “القانون الأساسي للقضاء ومدونة أخلاقيات المهنة يستوجبان أن يكون القاضي مستعداً للاضطلاع بمهامه بالكفاءة والنزاهة المطلوبة لتوفير عدالة فعالة وقوية وذات مصداقية.”

وأعرب الوزير عن يقينه بأنّ “الارتقاء بالعدالة يعتمد على بناء متكامل تشترك فيه كل الأطراف والفواعل المعنية”، داعياً جميع منتسبي القطاع والشركاء إلى “المساهمة في الرفع من الأداء القضائي نحو الأفضل.”

وتابع طبي: “حماية حقوق المواطن في الأمن والصحة والغذاء يأتي في مقدمة أولويات السلطة القضائية.”

وأبرز وزير العدل ضرورة “التصدي بحزم” لردع من يحاول المساس بهذه الحقوق، مثل ما سببه بعض العابثين من حوادث مرور مروعة وحرائق غابات وارتفاع في أسعار بعض السلع غير المبرر وندرة في بعضها الآخر.”

وجدد طربي حرص السلطات على أن تجعل من القضاء "قضاء مواطنة بكل ما يشتمل عليه هذا المصطلح من دلالات ومعاني وأبعاد."

وأكد الوزير أهمية أن يكون القضاء "عصرياً وجواريماً يعمل بمقاييس الجودة العالية مع سهولة اللجوء إليه ويعتمد كذلك على المقاربة المبنية على التقرب من المواطن والإنصات إليه بحسن التواصل وسلامة الخدمة العمومية."

وأفاد طربي: "بغرض مواجهة بعض أنواع الإجرام الخطير، تمت مواءمة التشريع الوطني ليكون أكثر انسجاماً مع الاتفاقيات الدولية المصادق عليها وذلك بتقنين الأحكام ذات الطابع الردعي التي تضمنتها، سواء في قانون الاتجار بالبشر أو قانون تبييض الأموال وتمويل الإرهاب أو قانون مكافحة المخدرات."

وأكد الوزير أنّ الجزائر "ظلت حاضرة دوماً وبامتياز في كل المحافل الأممية والإقليمية تتعاون وتعتمد كل ما تم إقراره من موثيق وتلتزم بها ضمن قوانينها"، مضيفاً أنّ هذا المجهود "استحق تقدير المجتمع الدولي رغم بعض المحاولات اليائسة للتقليل من النجاحات الجزائرية في مواكبة المتطلبات الدولية."



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

dc@mf.gov.dz

Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger